

Burundi : Les témoignages édifiants des victimes

Deutsche Welle, 10.11.2017 Des victimes de crimes au Burundi témoignent Alors que le Burundi refuse que la Cour pénale internationale enquête sur son sol, des victimes racontent les situations de violences dont elles ont été victimes. Ce vendredi, la ministre burundaise de la Justice, Aimée Laurentine Kanyana, annonçait que la Cour pénale internationale (CPI) ne serait pas autorisée à enquêter dans le pays.

Réaction à l'annonce de la CPI qui annonçait elle ce jeudi qu'elle allait ouvrir une enquête sur des crimes contre l'humanité présumés qui auraient fait au moins 1.200 morts au Burundi depuis avril 2015. Des violations récurrentes par le gouvernement. Pourtant certains victimes n'hésitent plus à parler. C'est le cas de ce paysan arrêté un soir sur le chemin du retour des champs par des jeunes se réclamant du parti au pouvoir. Il a aussi été enlevé - mais avec des séquelles gardera pour toujours. Nous l'avons rencontré en 2016 au Rwanda, dans une localité non loin de la frontière burundaise. Son cas et celui de deux autres jeunes hommes pourraient étendre la juridiction internationale. "J'ai trouvé les corps de mes parents et de mes cinq soeurs" Même chose pour Isidore qui, comme la très grande majorité des réfugiés, a rejoint la Tanzanie où nous l'avons rencontré. "Notre maison a été attaquée à la roquette. Moi j'ai échappé à la mort parce que je faisais un petit job dans une discothèque", explique-t-il. "Après le drame, nos voisins m'ont téléphoné pour me dire que ma famille venait d'être décimée. Et quand je suis arrivé à la maison, c'était l'horreur - j'ai trouvé les corps mes parents et de mes cinq sœurs", confie Isidore. L'histoire de Yasmine, un nom d'emprunt, est aussi édifiante. La jeune étudiante a manifesté contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza en Europe. Son bref retour au pays, fin 2015, a tourné au cauchemar. "Dans la matinée où j'ai pu fuir le quartier contestataire, dans lequel je vivais, j'ai vu des cadavres dans les rues. J'ai vraiment peur pour ma famille parce que je suis la cible directe. Vu qu'ils m'ont raté, étant au Burundi, ils vont s'en prendre à ma famille", craint la jeune fille. Tortures quotidiennes Un autre homme, rencontré l'année dernière au Rwanda où il a trouvé refuge, a refusé que nous indiquions le lieu où il se trouve. Les douleurs encore vives, il venait de vivre une des pires atrocités. Les larmes aux yeux, le sexagénaire a raconté son histoire. "Aujourd'hui, je n'ai plus de testicules... C'est le chef du service des renseignements de la province de Kayanza lui-même, qui me tapait avec tout ce qu'il lui passait par la main. Il m'a donné des coups de pied sur les testicules. C'était mon petit déjeuner tous les matins", confie-t-il. "Et voyez mes testicules, il les a écrasées et elles ont été enlevées. C'était une torture très douloureuse. Chaque fois, il mettait dans ma bouche un caillou pour que je ne puisse pas crier." Un autre homme, Tito, accuse les Imbonerakure, les jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD, de l'avoir arrêté et remis à des agents de renseignements de Kayanza sous les ordres d'Eliface. "Le Burundi ne collaborera jamais" avec la Cour pénale internationale. J'ai été arrêté en compagnie de cinq autres personnes par des miliciens Imbonerakure avant d'être remis aux agents du service de renseignement de Kayanza. Les Imbonerakure nous ont battu avant de nous remettre aux agents. Ils nous ont accusé d'appartenir à un groupe armé." Pour que de telles atrocités ne soient plus commises au Burundi, Tito a demandé que son témoignage soit versé au dossier devant la justice internationale.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});